

# Quel impact pour la microfinance ? L'expérience de SOS Faim

Marc MEES • Responsable du service d'appui aux partenaires de SOS Faim

## Résumé

*A l'heure où la dimension « lutte contre la pauvreté » de la microfinance n'est plus à démontrer, un autre débat s'installe sur la mesure réelle de cet impact. Plusieurs aspects entrent en ligne de compte : notamment entre l'offre de services financiers pérennes ou l'amélioration du cadre de vie et des revenus des populations bénéficiaires. A travers quatre études de cas, cet article illustre des approches contextuelles sensiblement différentes.*

## Introduction

La microfinance est quasiment universellement reconnue comme un instrument efficace dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, objectif affirmé unanimement par l'ensemble des acteurs de la coopération depuis les années 1990.

La question de la mesure de l'impact des appuis à des institutions de microfinance reste cependant posée entièrement. Alors que certains estiment que l'on peut se contenter de mesurer la variation de la couverture des services financiers tant en volume qu'en qualité, voire le niveau de satisfaction des utilisateurs, d'autres considèrent que le véritable impact se mesure par rapport à la qualité de vie des clients des institutions.

Cette différence est loin d'être anecdotique : elle traduit la frontière entre une approche institutionnelle et instrumentale de la microfinance et une vision de la microfinance comme facteur d'émancipation. En d'autres termes, la microfinance doit-elle être envisagée comme un outil de mise à disposition de crédits pour certains segments de population ou comme un élément de changement social au sens large, que l'on considère la place des femmes dans la société, la qualité de vie de populations marginales ou encore l'importance de la dynamique de la société civile locale ?

La nature des acteurs conditionne largement la vision que l'on peut avoir sur le sujet. Des responsables d'une institution de microfinance seront amenés peu ou prou à privilégier la durabilité des services financiers et à intégrer ce facteur dans leur lecture de l'impact. Des représentants de donateurs auront à cœur de faire le lien entre les expériences de terrain qui sont appuyées et leur mission de développement.

Cette dichotomie s'est largement révélée lors du 4<sup>e</sup> forum de FOLADE<sup>1</sup> à Quito. L'un des participants, Javier Alvarado du CEPES (Pérou), y remit fortement en question le principe même des évaluations d'impact en leur préférant des études de marché, mettant en avant une démarche *ex-ante* prioritaire par rapport à une démarche *ex-post*.

Il constatait en effet que de nombreuses institutions de microfinance faisaient réaliser de coûteuses évaluations d'impact alors qu'elles ne consacraient que peu de ressources à des études de marché. Il y faisait remarquer que cette démarche était exactement à l'opposé de celle des banques. En outre, il mettait en évidence que ces études d'impact n'étaient pas sans poser de problèmes quant à la fiabilité de la méthodologie. En effet, comment s'assurer d'un échantillon représentatif ? Comment s'assurer de la fiabilité des données collectées auprès des utilisateurs ? Comment faire la part des choses entre le lien direct avec

1. Fondo Latino Americano para el Desarrollo, Costa Rica.

l'octroi de services financiers d'épargne et de crédit et toute évolution de contexte, dans un sens positif ou négatif?

Dans cette optique, l'étude de marché représente probablement un meilleur investissement, notamment si elle s'attache à identifier le marché de l'épargne et si elle s'attarde sur la demande de produits financiers par les clients potentiels.

Le manque d'études de marché rend souvent les systèmes financiers décentralisés trop dépendants de la coopération internationale ou des États. Et les évaluations d'impact sont de leur côté une demande explicite de la coopération internationale qui fait dans ce contexte référence à sa mission première: la lutte contre la pauvreté et pour le développement des populations les plus défavorisées. En ce sens, les études d'impact revêtent tout leur sens pour une organisation comme SOS Faim, ONG belge de coopération au développement qui a fait de la microfinance un secteur privilégié d'activités. La prise en compte d'une approche plus globale de développement se justifie en fonction des objectifs de l'ONG mais aussi des attentes de ceux, donateurs privés et publics, qui contribuent à son financement.

Quatre démarches d'évaluation d'impact de systèmes financiers décentralisés menées par des partenaires de SOS Faim peuvent éclairer concrètement cette perspective «intégrale»<sup>2</sup>.

## Impacts quantitatifs et qualitatifs

### FADES – Bolivie

En 1999, une institution bolivienne spécialisée en micro crédits, FADES<sup>3</sup>, a fait mener une étude d'impact de ses activités initiées dès 1988. L'équipe menée par R. Viscarra a constitué un échantillon de 160 clients individuels et de 9 associations. Ce groupe de référence représentait environ 30 % des clients ayant bénéficié d'au moins 3 crédits sur la période définie pour l'étude (de 1994 à 1998).

L'étude a porté sur des critères quantitatifs et qualitatifs.

2. Magazine Défis Sud n° 43, octobre 2000.

3. Fundación para Alternativas de Desarrollo, Bolivie.

Le volet quantitatif s'est attaché, grâce à une systématisation d'informations recueillies en 1999, à une comparaison des données 1994 et 1998 dans certaines zones d'intervention de FADES.

En particulier, les facteurs suivants ont été étudiés :

- l'accroissement de la production agricole moyenne, en distinguant la progression des surfaces cultivées, la production de lait et les rendements moyens obtenus sur deux des principales cultures (la pomme de terre et l'oignon) ;
- l'augmentation du volume des activités ;
- l'effet sur les emplois durables et temporaires ;
- l'impact sur le revenu des bénéficiaires.

L'étude a aussi abordé des facteurs qualitatifs comme la fréquence du recours à l'innovation technologique, ou à la tête des associations clientes de FADES, la tendance à l'amélioration des capacités de gestion.

Voici quelques enseignements tirés de ce travail :

- Les surfaces cultivées ont augmenté de 6 % à 37 % dans le département d'Oruro.
- Il est ressorti que le crédit a surtout contribué à concentrer les efforts sur les cultures principales plutôt que de favoriser la diversification.
- Les rendements moyens de la pomme de terre et de l'oignon ont augmenté respectivement de 18 % et 8 %.
- Sur la base des réponses des clients, l'impact sur le revenu a été significatif, variant positivement de 29 % à 85 % selon les zones. Seule la zone de Potosi, fortement touchée par le phénomène El Niño en 1998, a fait exception.
- Par contre, le crédit ne semble pas avoir eu d'influence sur le recours à l'innovation technologique.
- L'effet sur l'emploi n'est pas ressorti comme significatif non plus. Les postes créés sont temporaires (aux semis et à la récolte).
- Le crédit aux associations a un impact important sur les volumes de production exportée.
- Les crédits aux unités familiales qui ont généré une augmentation de revenus ont permis d'investir dans l'amélioration de l'habitat (35 %), le matériel et équipement de cuisine (34 %), des bicyclettes (25 %), des radios (19 %) et l'éducation des enfants (11 %).

## DECSI – Éthiopie

Un travail réalisé en 2002 avec DECSI<sup>4</sup> dans la région du Tigré au nord de l'Éthiopie a poursuivi une approche comparable.

320 familles situées dans 5 zones représentatives ont fait l'objet d'une enquête; 35 études de cas qualitatives ont été menées *via* des entretiens approfondis et des discussions avec des groupes de clients ont eu lieu.

L'équipe qui a mené l'étude reconnaît dans son rapport qu'il est excessivement délicat d'isoler l'impact des services financiers de DECSI, à la fois par rapport à d'autres initiatives de développement existantes et par rapport à des facteurs extérieurs négatifs comme la guerre avec l'Erythrée ou des sécheresses. D'où l'importance de combiner des critères quantitatifs avec des éléments plutôt qualitatifs.

L'étude a permis de déterminer le niveau de pauvreté des clients de DECSI: 32 % de très pauvres et 41 % de pauvres. Par ailleurs, 39 % des crédits sont octroyés aux femmes.

L'impact au niveau des familles a été mesuré sur l'évolution positive de différents critères pendant les 5 dernières années, moyennant une comparaison entre un échantillon de clients et de non-clients.

Comme le tableau le met en évidence, on observe une variation significative sur les 5 premiers critères. Ce résultat confirme dès lors l'une des conclusions de l'évaluation de DECSI menée en 2000 par D. Van Esbroeck qui constatait l'impact positif de la présence de DECSI sur la sécurité alimentaire des populations du Tigré et sur l'atténuation de la dépendance de l'aide extérieure et des mouvements de migration.

L'étude a également tenté de cerner l'impact à un niveau plus global, celui des communautés.

A ce niveau, les résultats sont sensiblement comparables à ceux du travail sur FADES: peu de création d'emplois, mais plutôt une meilleure valorisation de la main-d'œuvre familiale; peu de diversification des activités mais plutôt un renforcement de l'activité

4. Dedebit Credit and Savings Institution.

Critère	Clients	Non clients
Amélioration du niveau de vie de la famille	59 %	33 %
Augmentation du revenu de la famille	57 %	35 %
Augmentation des actifs	51 %	30 %
Amélioration de la qualité de l'alimentation	54 %	38 %
Augmentation de la quantité de l'alimentation	49 %	32 %
Amélioration de la santé	62 %	62 %
Amélioration de l'éducation	76 %	72 %
Accès à de l'eau potable	72 %	69 %
Plus de participation des femmes dans la vie sociale	62 %	63 %

principale; renforcement des circuits commerciaux locaux avec comme conséquences des déplacements moins longs et une concurrence sur les prix des denrées de première nécessité; pression à la baisse sur le taux d'intérêt demandé par les usagers.

## KAFO JIGINEW – Mali

Toujours en 2002, une étude d'impact a été orientée vers l'expérience de crédits d'équipement menée conjointement par le réseau mutualiste KAFO JIGINEW et SOS Faim en région cotonnière au sud Mali. Ce travail s'est basé sur l'analyse détaillée de 8 caisses membres du réseau KAFO JIGINEW et sur 36 études de cas détaillées.

L'impact a été analysé du point de vue économique, social et institutionnel.

Au niveau micro économique, 80 % des emprunteurs ont pu créer des capacités de production nouvelles grâce au crédit d'équipement à moyen terme. Mais seuls deux tiers des agriculteurs affirment avoir pu générer une augmentation de leurs revenus grâce à ce type de crédits. L'autre tiers se trouve dans une

situation inverse pour différentes raisons : décès ou maladies, pluviométrie déficiente, accès au crédit en temps non opportun, chute des prix du coton, etc.

En raison de son caractère non massif lié à la rareté de ressources longues, le crédit d'équipement n'a pas eu d'impact méso économique significatif.

Comme dans les deux cas précédents, le crédit semble peu propice au développement des innovations mais renforce plutôt les tendances existantes.

Au niveau social, différents éléments émergent de cette étude, malgré son envergure limitée :

- dans un cas sur huit environ, il est fait explicitement référence au fait que le crédit a permis de diminuer la pénibilité du travail des femmes (transport du bois de feu et de l'eau) ;
- les agriculteurs ayant remboursé sans difficulté particulière affirment avoir pu améliorer leur logement et dégager des ressources pour l'éducation des enfants ;
- un impact psychologique important est à signaler : la rareté relative du crédit d'équipement donne un certain prestige social à celui qui y accède.

Enfin, au niveau institutionnel, l'étude a permis de déterminer que l'octroi de crédits à moyen terme avait différents effets positifs sur les caisses locales qui le pratiquaient : une amélioration de leur performance économique et financière, une augmentation du nombre d'affiliés, un prestige rehaussé. A l'inverse, en raison de la durée plus importante des prêts, le risque de non remboursement augmente, en particulier dans un contexte d'insécurité et de menaces marqué par le démantèlement ou la privatisation annoncée de la Compagnie Malienne des Textiles, le comportement incontrôlé du prix du coton sur le marché mondial ou la dégradation de l'environnement.

## L'impact sur la pauvreté

Le travail réalisé à la demande de MIDE<sup>5</sup> dans le département de CUSCO au Pérou permet à la fois de s'interroger sur le rôle de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté et sur la possibilité de réellement s'adresser aux plus pauvres.

5. Micro Credito para el Desarrollo, Pérou.

MIDE a veillé à associer les bénéficiaires (98 % de femmes) à cette réflexion. Basée à Izcuchagua à proximité de Cusco, MIDE travaille essentiellement dans des zones classées parmi les plus pauvres du pays, en l'occurrence des zones d'altitude aux sols érodés ; la population y est majoritairement indigène quechua et est structurée en communautés paysannes.

Préalablement à l'étude, MIDE a veillé à ce que l'on définisse précisément l'objet de l'impact à mesurer, en liaison directe avec deux aspects fondamentaux de la mission de l'organisation : la diminution de la pauvreté et des inégalités hommes – femmes.

Les principaux responsables de MIDE et des représentants des clients se sont donc entendus sur une définition de la pauvreté : une capacité limitée d'accès et de prise de décision par rapport aux biens, services et ressources dans des domaines aussi divers que la production, l'investissement ou la santé. Cette faible capacité de décision a à son tour un impact sur le niveau d'éducation, le taux d'activité économique, la participation aux marchés, les conditions et le niveau de vie. Cette capacité de décision se révèle encore plus faible chez les femmes et est renforcée par le schéma social dominant dans les communautés andines.

14 indicateurs de mesure de la pauvreté ont été identifiés : l'accès à la terre et la possession de bétail ; l'accès à l'éducation ; les activités économiques et les marchés ; la valorisation du travail productif ; le niveau de représentation de la femme dans l'organisation communautaire ; la capacité de négociation des organisations féminines ; la violence domestique ; l'estime de soi ; le planning familial ; le nombre d'enfants ; la situation nutritionnelle des enfants ; le niveau d'alcoolisme dans la famille ; les conditions d'habitat ; l'utilisation du crédit octroyé.

Ces indicateurs ont permis une classification entre extrême pauvreté, forte pauvreté et pauvreté. Il est apparu sur un échantillon de 5 communautés paysannes que les clients de MIDE étaient pauvres dans 44 % des cas, très pauvres dans 36 % des cas et extrêmement pauvres dans 5 % des cas.

Un travail plus détaillé sur un groupe de référence de 136 clientes ayant bénéficié de 3 à 5 crédits a permis de mesurer l'impact sur quelques indicateurs clés :

- la possession de bétail : si les pauvres se sont légèrement capitalisés, les très pauvres se sont maintenus et les plus pauvres se sont souvent décapitalisés ;
- l'accès à l'éducation : dans les trois catégories, des résultats positifs en termes de scolarisation ont été observés ;
- l'activité productive pratiquée : une diversification de l'activité des plus pauvres est observée, ce qui peut diminuer la vulnérabilité de la famille ;
- les témoignages de clientes permettent d'affirmer que l'accès au crédit a été un facteur de diminution des violences familiales à l'encontre des femmes et des enfants.

### Encore des études d'impact ?

Quelles sont les leçons que tire SOS Faim de ces différentes démarches ?

Malgré leur coût élevé, que ce soit du point de vue financier ou du point de vue humain, ces démarches ont un sens et une utilité pour différentes raisons.

Les résultats obtenus permettent le cas échéant aux institutions de microfinance d'améliorer leurs prestations, notamment par rapport à l'adéquation des services financiers offerts avec les attentes des clients mais aussi avec leur mission. Des effets non désirés de l'activité de microfinance peuvent également être détectés.

Dans le cas particulier de MIDE, l'exercice mené de manière participative a en outre permis une réelle appropriation de l'outil par l'équipe de l'IMF et par les clientes. Le travail a dès lors répondu également à un besoin local et a permis d'affiner certains des produits financiers offerts.

Les différentes études font ressortir des effets globalement positifs au niveau des «histoires individuelles ou familiales». Des nuances méritent néanmoins d'être apportées : les études concernant MIDE et KAFO JIGINEW ont ainsi mis en évidence des cas de décapitalisation ou de pertes de revenus suite notamment à des facteurs externes adverses. Les populations les plus pauvres montrent une plus grande vulnérabilité à ce niveau.

Mais les études d'impact prennent certainement plus de sens si on considère le niveau méso économique, la région concernée. Les travaux réalisés sur DECSI et KAFO JIGINEW montrent à cet égard des résultats contrastés.

Le crédit d'équipement dans la zone Mali Sud, en raison de son caractère non massif, ne permet pas de tirer d'enseignements sur la dynamique socio-économique régionale ; l'étude remarque cependant que des observations différentes pourraient être faites en cas d'évaluation d'impact des crédits de campagne octroyés par KAFO JIGINEW.

Par contre, dans le cas de DECSI au nord de l'Éthiopie, les services financiers offerts, en particulier le crédit, ont eu un impact positif et significatif sur deux facteurs : la dynamisation des échanges commerciaux (plus de points de vente) et la pression à la baisse sur les taux d'intérêts demandés par les usagers.

En ce sens, ces différentes évaluations permettent à un acteur de développement du Nord comme SOS Faim de mieux situer ses actions et les résultats qu'elles produisent par rapport à sa finalité. Elles sont donc à la fois un outil de réflexion et de remise en question de nos pratiques.

## BIBLIOGRAPHIE

Borchgrevink A, Helle-Valle J, Woldehanna T (2003), *Credible credit: impact study of DECSI, Tigray, Ethiopia*, NPA.

Défis Sud (2000), *La micro finance lutte-t-elle contre la pauvreté ?* n° 43

MIDE (2001), *El micro credito, semilla para el desarrollo*, Étude MIDE.

Pommier D, (2003), *Impact socio-économique des prêts d'équipement: l'expérience de Kafo Jiginew au Mali*, Étude IRAM sur demande de SOS Faim.

Van Esbroeck D (2000), *Report of the evaluation of the Dedit Credit and Savings Institution*, Tigray, Ethiopia, SOS FAIM.

Viscarra R. (1999) *FADES, impacto del credito en areas rurales*, Étude FADES.

Les quatre études présentées ont également fait l'objet d'une publication dans le bulletin ZOOM Micro finance édité par SOS Faim. Cette publication est téléchargeable sur le site internet [www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be) dans l'espace micro finance.